Visite "historique" du vice-président chinois au Burundi

@rib News,Â 11/05/2017Â â€“ SourceÂ AFP Le vice-prÃ©sident chinois Li Yuanchao Ã©tait jeudi en visite officielle au Burund pays en crise dont les autoritÃ©s saluaient le caractÃ¨re historique de ce dÃ©placement et soulignaient le prÃ©cieux soutien de la Chine. "Il s'agit d'une visite historique car c'est la premiÃ¨re fois qu'une personnalitÃ© de ce rang visite le Burundi depuis l'Ã©tablissement de nos relations diplomatiques" en 1963, s'est rÃ©joui auprÃ¨s de l'AFP le ministre burundais des Relations extÃ©rieures, Alain-AimÃ© Nyamitwe (photo, saluant leÂ vice-prÃ©sident chinois).

M. Li, accueilli en grande pompe mercredi Ã son arrivÃ©e, a visitÃ© jeudi matin plusieurs rÃ©alisations de la coopÃ©ration chinoise. Il devait Ãªtre reÃ§u dans l'aprÃ¨s-midi par le prÃ©sident Pierre Nkurunziza. L'aide chinoise au Burundi s'est accrue au cours des derniÃ¨res annÃ©es. La Chine est en train de construire un grand palais prÃ©sidentiel Ã la pÃ©riphÃ©rie nord-est de Bujumbura, des routes, un barrage et des Ã©coles. Elle vient aussi d'octroyer une aide alimentaire de 5.000 tonnes de riz au Burundi. "La Chine n'a jamais faibli dans sa dÃ©fense du Burundi et de ses intÃ©rÃªts, de mÃªme que le Burundi a aussi dÃ©fendu les positions lÃ©gitimes de ce pays dans les instances internationales", a soulignÃ© Alain-AimÃ© Nyamitwe. Les Ã‰tats-Unis et l'Union europÃ©enne (UE) ont dÃ©jÃ pris des sanctions ciblÃ©es contre des responsables du rÃ©gime burundais, au contraire de l'ONU, confrontÃ©e aux rÃ©ticences de la Chine et de la Russie. "Si le prÃ©sident Nkurunziza a tenu, c'est en grande partie grÃ¢ce au soutien indÃ©fectible de la Chine et de la Russie au Conseil de sÃ©curitÃ©", a expliquÃ© Ã l'AFP un haut cadre burundais, sous couvert d'anonymat. "Cette visite vient donner un message au monde entier et Ã nos autres partenaires qu'il y a moyen d'investir et de coopÃ©rer Ã©conomiquement avec le Burundi", a-t-il lancÃ©, appelant l'UE Ã suivre l'exemple de la Chine. L'UE et ses principaux Ã‰tats membres, de loin les premiers bailleurs de fonds du Burundi, ont pris depuis mars 2016 des sanctions contre le gouvernement burundais, accusÃ© de graves violations des droits de l'homme et de refuser de nÃ©gocier une sortie de crise avec son opposition en exil. Ce pays traverse depuis fin avril 2015 une grave crise politique nÃ©e de la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat, qu'il a obtenu en juillet de la mÃªme annÃ©e. La crise a dÃ©jÃ fait entre 500 et 2.000 morts selon les sources (ONU ou ONG) et poussÃ© plus de 400.000 Burundais Ã l'exil. Le Burundi est dÃ©sormais classÃ© parmi les trois pays les plus pauvres du monde. Il traverse aussi une crise socio-Ã©conomique caractÃ©risÃ©e par un manque criant de devises, une sÃ©vÃ¨re pÃ©nurie d'essence, une Ã©pidÃ©mie de paludisme ou encore une grave pÃ©nurie alimentaire.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});